L'héritage colonial de l'anglais

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La langue de l'État colonial

Lorsque Raffles fonda l'établissement britannique en 1819, l'anglais était la langue d'une poignée de fonctionnaires et de marchands. La grande majorité des habitants parlait le malais, langue commerciale de l'archipel, ou l'une des langues chinoises du Sud ou des langues indiennes apportées par les immigrants. Le malais servait de langue commune du bazar et du port. L'anglais était la langue du pouvoir : celle de la correspondance de la Compagnie anglaise des Indes orientales, des règlements du gouvernement et, à partir de 1826, du tribunal.

La Second Charter of Justice du 27 novembre 1826 conféra sa compétence au tribunal des Établissements des Détroits (Straits Settlements) et, selon l'interprétation qui en fut donnée plus tard, introduisit dans la colonie le droit anglais tel qu'il existait à cette date.[1] Les chapitres A.III et B.I décrivent en détail cette réception du droit anglais. Sa conséquence linguistique passe facilement inaperçue. La common law était plaidée, consignée et publiée en anglais, de sorte que chaque justiciable comparaissant devant le tribunal devait passer par des interprètes. Tout juriste souhaitant y exercer devait maîtriser l'anglais. Au cours du siècle suivant, la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

langue du tribunal devint celle de toutes les relations juridiques qui comptaient pour le commerce : contrats, hypothèques, sociétés de personnes, sociétés de capitaux et testaments.

Il en allait de même pour l'administration. Le Legislative Council (conseil législatif) créé après le transfert des Établissements des Détroits au Colonial Office en 1867 débattait en anglais et rédigeait ses ordonnances dans cette même langue. Les notables chinois, malais et indiens qui souhaitaient participer à la vie publique devaient maîtriser la langue du gouvernement ou passer par des intermédiaires qui la maîtrisaient.[2] La maîtrise de l'anglais devint ainsi une forme de capital à part entière.

Écoles et bourses

Raffles avait projeté un établissement destiné à instruire les enfants des souverains malais, des employés de la Compagnie et d'autres personnes désireuses d'apprendre les langues locales. Il en posa la première pierre le 5 juin 1823, quelques jours avant de quitter Singapour pour la dernière fois.[3] Le collège qu'il envisageait ne vit jamais le jour sous cette forme. Le 1er août 1834, le révérend F.J. Darrah ouvrit la Singapore Free School avec 46 garçons, une école élémentaire qui enseignait d'abord le malais, le chinois et l'anglais. Après la fermeture des classes de malais en 1842, faute d'élèves, l'école, rebaptisée Raffles Institution en 1868, devint finalement une école d'enseignement en anglais.[4]

L'histoire de l'école illustre un schéma récurrent. Dans un port de commerce, les parents jugeaient les langues à leur utilité. L'anglais était la langue qui menait aux postes d'employés de l'administration, aux emplois dans les maisons européennes et aux professions libérales. Les écoles missionnaires répondirent à la même demande. L'Anglo-Chinese School, fondée par le missionnaire méthodiste William Oldham le 1er mars 1886 dans une shophouse (maison-boutique) d'Amoy Street avec treize élèves, tirait son nom de sa pratique consistant à enseigner en chinois le matin et en anglais l'après-midi.[5] Les écoles catholiques, anglicanes et méthodistes, ainsi que les propres écoles anglaises du gouvernement, formaient la filière anglaise de l'enseignement colonial.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Au sommet de ce système se trouvait la Queen's Scholarship, créée en 1885 à l'initiative du gouverneur Cecil Clementi Smith et attribuée au meilleur élève de l'année par un jury de sélection spécial. Elle fut supprimée en 1959 et remplacée par la Singapore State Scholarship.[6] La bourse envoyait un petit nombre d'élèves formés en anglais dans des universités britanniques, dont ils revenaient médecins, avocats et administrateurs. Les bourses qui lui ont succédé restent l'un des principaux canaux par lesquels l'État singapourien recrute son élite.

L'enseignement supérieur suivit en anglais. Une école de médecine ouvrit le 3 juillet 1905 et fut rebaptisée King Edward VII College of Medicine en 1921. Le Raffles College, consacré aux lettres et aux sciences, suivit en 1928. Les deux établissements fusionnèrent le 8 octobre 1949 pour former l'University of Malaya, dont la division de Singapour devint l'University of Singapore le 1er janvier 1962.[7] Chaque échelon de ce parcours se déroulait en anglais.

Une élite formée en anglais et ses limites

Au milieu du XXe siècle, l'anglais avait produit un groupe social distinct : les English-educated, formés en anglais, qui peuplaient la fonction publique, les professions libérales et les bureaux des maisons européennes. Parmi eux figuraient de nombreux Chinois des Détroits (Straits Chinese), Eurasiens et Indiens, dont les familles fréquentaient les écoles anglaises depuis des générations. Le chapitre A.V a décrit comment les Chinois des Détroits jouaient le rôle d'intermédiaires entre les maisons européennes et les réseaux de marchands chinois. Leur maîtrise de l'anglais tenait une large place dans ce rôle.

Les personnes formées en anglais restaient néanmoins une minorité. La plupart des enfants chinois scolarisés fréquentaient des écoles d'enseignement en chinois financées par des associations claniques, des marchands et des organisations communautaires, qui enseignaient en mandarin et s'inspiraient de la Chine pour leurs programmes. Des écoles malaises et tamoules servaient les autres communautés. Le gouvernement colonial fit peu pour ces écoles vernaculaires et beaucoup pour les écoles anglaises. Il en résulta une société divisée par sa scolarité autant que par ses origines ethniques : un groupe formé en anglais qui occupait les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

postes de pouvoir et un groupe formé en chinois, bien plus nombreux, qui dominait le commerce et la petite entreprise. Ce second groupe se sentait exclu du gouvernement.[8]

La fondation de l'université Nanyang montre la force de ce second monde. Financée en grande partie par des dons de marchands chinois et de simples Singapouriens d'origine chinoise, l'université hissa son drapeau le 15 mars 1956 et commença ses cours le 30 mars de la même année.[9] Elle enseignait en chinois et devait offrir aux diplômés des écoles chinoises l'enseignement supérieur que l'University of Malaya, où l'on enseignait en anglais, ne leur proposait pas. La vie politique de Singapour indépendante fut façonnée par la tension entre ces deux classes instruites. La décision sur la langue de travail du nouvel État devait la trancher.

Notes

1. Wikipedia, "Law of Singapore" (consulté en novembre 2026) : la Charte a été promulguée le 27 novembre 1826 et a été interprétée comme rendant « all English statutes and principles of English common law and equity in force as at 27 November 1826 applicable », sous réserve d'exceptions pour inadaptation et injustice. ↩
2. Sur l'anglais comme langue du Legislative Council des Straits Settlements et de la législation coloniale après 1867, voir C.M. Turnbull, *A History of Modern Singapore 1819–2005*, Singapour, NUS Press, 2009, chapitres 3–4. ↩
3. Wikipedia, "Raffles Institution" (consulté en novembre 2026) : Raffles a posé la première pierre le 5 juin 1823, quelques jours avant de quitter Singapour le 9 juin ; l'établissement était destiné aux enfants des souverains malais, aux employés de la Compagnie et à d'autres personnes « who wished to learn the local languages ». ↩
4. Wikipedia, "Raffles Institution" (consulté en novembre 2026) : la Singapore Free School a ouvert le 1er août 1834 « with 46 boys » ; les classes de malais ont fermé en 1842 en raison du faible nombre d'inscrits ; rebaptisée Raffles

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Institution en 1868 ; « it would eventually become an English-medium school ». ↩

5. Wikipedia, “Anglo-Chinese School” (consulté en novembre 2026) : fondée le 1er mars 1886 par l’évêque William Fitzjames Oldham ; une shophouse au 70 Amoy Street « with 13 pupils » ; le nom reflétait l’enseignement en chinois le matin et en anglais l’après-midi. ↩
6. Wikipedia, “Queen’s Scholarship” (consulté en novembre 2026) : créée en 1885 à l’initiative du gouverneur Cecil Clementi Smith, attribuée au meilleur élève de l’année par un jury de sélection spécial, supprimée en 1959 et remplacée par la Singapore State Scholarship. ↩
7. Wikipedia, “National University of Singapore” (consulté en novembre 2026) : école de médecine fondée le 3 juillet 1905, rebaptisée King Edward VII College of Medicine en 1921 ; Raffles College créé en 1928 ; fusion pour former l’University of Malaya le 8 octobre 1949 ; division de Singapour rebaptisée University of Singapore le 1er janvier 1962. ↩
8. Sur la division entre personnes formées en anglais et personnes formées en chinois à Singapour pendant la période coloniale et l’après-guerre, voir Turnbull, *A History of Modern Singapore 1819–2005*, chapitres 6–7, et S. Gopinathan, “Language Policy Changes 1979–1997: Politics and Pedagogy”, in S. Gopinathan et al. (éd.), *Language, Society and Education in Singapore*, 2e édition, Singapour, Times Academic Press, 1998. ↩
9. Wikipedia, “Nanyang University” (consulté en novembre 2026) : « Nanyang University conducted a flag-raising on 15 March 1956 and started classes on the 30th of that month », citant National Library Board, *Singapore Infopedia*. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.